

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/495
31 octobre 2001

(01-5338)

RAPPORT (2001) DU COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING

I. ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ

1. L'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé "l'Accord") est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995. Tous les Membres de l'OMC sont *ipso facto* membres du Comité des pratiques antidumping établi par l'Accord.

2. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont ce même statut auprès du Comité. Pour ce qui est des organisations internationales intergouvernementales, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la CNUCED ont le statut d'observateur régulier auprès du Comité. Comme suite à une décision prise par le Comité en octobre 1998, l'OCDE est invitée à assister à ses réunions sur une base *ad hoc* et elle a pleinement accès aux documents relatifs à ses travaux, sauf dans les cas où un Membre s'y opposerait. Également en application d'une décision prise par le Comité en octobre 1998, le Groupe ACP est invité à assister à ces réunions sur une base *ad hoc* en attendant le résultat de consultations horizontales concernant les demandes de statut d'observateur auprès de divers organes de l'OMC formulées par ce groupe. Les demandes de statut d'observateur présentées par le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe font l'objet de consultations continues entre les Membres.

3. Le présent rapport porte sur la période écoulée depuis le dernier rapport annuel du Comité (G/L/404), c'est-à-dire du 4 novembre 2000 au 26 octobre 2001 (ci-après dénommée "la période considérée"). Pendant la période considérée, le Comité a tenu deux réunions ordinaires, les 26 avril et 26 octobre 2001 (G/ADP/M/18 et G/ADP/M/19, respectivement).

4. Au début de la période considérée, M. Yair Shiran (Israël) était Président et Mlle Sahar Hosni Abdelaziz (Égypte) était Vice-Présidente du Comité. À sa réunion ordinaire d'avril 2001, le Comité a élu Mlle Sahar Hosni Abdelaziz (Égypte) Présidente et Mlle Ana Novik (Chili) Vice-Présidente. Conformément au règlement intérieur du Comité, celles-ci ont pris leurs fonctions à la fin de la réunion. Mlle Hosni s'est par la suite démise de ses fonctions de Présidente après avoir accepté un poste au Secrétariat de l'OMC, et Mlle Novik a présidé la réunion ordinaire d'octobre du Comité, conformément à l'article 14 du règlement intérieur du Comité (G/ADP/4).

II. NOTIFICATION ET EXAMEN DES LÉGISLATIONS ET/OU RÉGLEMENTATIONS ANTIDUMPING DES MEMBRES

5. L'article 18.5 de l'Accord dispose que: "Chaque Membre informera le Comité de toute modification apportée à ses lois et réglementations en rapport avec les dispositions du présent accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et réglementations." Conformément à une décision prise par le Comité en février 1995, tous les Membres ayant des législations et/ou des réglementations nouvelles ou existantes qui s'appliquent en totalité ou en partie aux enquêtes ou aux examens en matière de droits antidumping en rapport avec l'Accord sont invités à notifier au Comité le texte complet et codifié desdites législations et/ou réglementations. Les modifications apportées aux législations et/ou réglementations d'un Membre doivent également être notifiées au Comité. Conformément à cette

même décision du Comité, un Membre qui n'a aucune législation ou réglementation de ce type doit en informer le Comité. Le Comité a aussi décidé que les gouvernements observateurs devraient se conformer à ces obligations de notification.

6. Au 26 octobre 2001, 97 Membres avaient notifié au Comité leurs législations antidumping.¹ Trente-deux d'entre eux l'avaient informé qu'ils n'avaient aucune législation antidumping. Les communications des Membres à cet égard figurent dans les documents de la série G/ADP/N/1/... Trente Membres n'avaient pas encore notifié leurs législations et/ou réglementations antidumping. L'annexe A indique l'état des notifications concernant les législations faites au titre de l'article 18.5 de l'Accord, et mentionne le symbole de référence du ou des documents dans lesquels figure la notification actuelle de chaque Membre à cet égard. La Présidente a dit qu'elle continuait à être préoccupée par le fait que certains Membres n'avaient toujours pas soumis la notification requise concernant leur législation et a ajouté que, pour beaucoup de ces Membres, il suffirait probablement de faire une simple notification avec la mention "néant". Les Membres qui ne l'avaient pas encore fait ont été encouragés à effectuer rapidement cette notification.

7. Pendant la période considérée, le Comité a examiné les nouvelles notifications concernant les législations et/ou réglementations antidumping présentées par les Membres ci-après: Burundi, Canada, Communautés européennes, Corée, Croatie, Équateur, Jordanie, Lettonie, Madagascar, Mali, Maroc, Mexique, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou et Tunisie. Les questions et les réponses écrites concernant ces examens figurent dans les documents de la série G/ADP/Q1/...

8. Outre l'examen des nouvelles notifications, le Comité a procédé, au cours de la période considérée, à un nouvel examen des notifications de législations déjà examinées à des réunions précédentes. À sa réunion d'avril 2001, il a examiné les questions et réponses écrites concernant les notifications du Chili et de la Malaisie. Ces questions et réponses figurent aussi dans les documents de la série G/ADP/Q1/...

III. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR LES MEMBRES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING

9. **Rapports semestriels pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000.** Au 26 octobre 2001, 25 Membres avaient présenté des rapports semestriels sur les décisions prises pendant cette période. Quarante Membres avaient informé le Comité qu'ils n'avaient pris aucune décision en matière de lutte contre le dumping pendant la période en question. Les Membres restants tenus de faire rapport n'avaient présenté aucune notification à cet égard. Les rapports semestriels ont été distribués dans la série de documents G/ADP/N/72/... À la réunion ordinaire du Comité tenue en avril, le Président a fait part de sa vive préoccupation concernant la situation peu satisfaisante des notifications. Les Membres qui ne l'avaient pas encore fait ont été instamment invités à soumettre ces rapports. La situation des rapports semestriels est indiquée à l'annexe B.

10. **Rapports semestriels pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2001.** Au 26 octobre 2001, 24 Membres avaient présenté des rapports semestriels sur les décisions prises pendant cette période. Vingt-neuf Membres avaient informé le Comité qu'ils n'avaient pris aucune décision en matière de lutte contre le dumping pendant la période en question. Les Membres restants tenus de faire rapport n'avaient présenté aucune notification à cet égard. Les rapports semestriels ont été distribués dans la série de documents G/ADP/N/78/... À la réunion ordinaire du Comité tenue en octobre, la Présidente s'est déclarée préoccupée de constater que, même si la plupart des Membres ayant pris des décisions avaient présenté leurs rapports semestriels, plusieurs rapports avaient été présentés tardivement ou n'avaient pas été établis conformément aux lignes directrices adoptées par le Comité et reproduites dans le document G/ADP/1. Les Membres qui ne l'avaient pas encore fait ont été encouragés à présenter ces rapports. Pendant la réunion, la Présidente a sollicité l'avis des

¹ Dans le présent rapport, la CE compte pour un Membre.

Membres sur la question de savoir si le Comité devrait entreprendre de modifier le modèle de présentation des rapports semestriels. Aucune délégation n'a donné son avis sur cette question. La situation des rapports semestriels est indiquée à l'annexe B.

11. Un tableau résumant les décisions en matière de lutte contre le dumping prises par les Membres et notifiées dans leurs rapports semestriels au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2000 au 30 juin 2001 figure à l'annexe C du présent rapport.

IV. RAPPORTS SUR TOUTES LES DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES OU FINALES PRISES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING

12. Aux termes de l'article 16.4 de l'Accord, les Membres sont tenus de présenter sans délai au Comité un rapport sur toutes les décisions préliminaires ou finales prises en matière de lutte contre le dumping. Les pays suivants ont présenté des rapports sur lesdites décisions prises pendant la période considérée: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Canada, Communautés européennes, Corée, Égypte, États-Unis, Inde, Israël, Jamaïque, Mexique, Nouvelle-Zélande, Turquie, Uruguay et Venezuela. Ces rapports sont indiqués dans les documents G/ADP/N/70, G/ADP/N/71, G/ADP/N/73, G/ADP/N/74, G/ADP/N/75, G/ADP/N/76, G/ADP/N/77, G/ADP/N/79, G/ADP/N/80, G/ADP/N/81 et G/ADP/N/82. Le Comité a examiné les notifications sur les décisions préliminaires et finales à ses réunions ordinaires d'avril et d'octobre 2001. À la réunion du Comité tenue en octobre 2001, la Présidente a noté que les règles établies dans ce domaine ne semblaient toujours pas être pleinement respectées et a souligné l'importance de cette notification pour le Comité vu son rôle de contrôle et d'examen des décisions prises par les Membres.

V. AUTRES QUESTIONS

13. **Groupe de travail spécial de la mise en œuvre:** Le Groupe de travail spécial de la mise en œuvre a tenu deux réunions de travail pendant la période considérée, en avril et en octobre 2001. À ses réunions, il a poursuivi l'examen des six questions qui lui avaient été renvoyées par le Comité en avril 1999², ainsi que de projets de recommandation sur certains points à l'étude. À sa réunion d'avril 2001, le Groupe a examiné un projet de recommandation concernant des points à inclure dans les déterminations préliminaires positives ainsi qu'un projet de recommandation concernant la prorogation des délais impartis pour la présentation des renseignements. Bien que le Groupe n'ait pas réussi à s'entendre sur le texte du premier de ces projets de recommandation, un certain nombre de modifications ont été proposées, et le Groupe est convenu de poursuivre l'examen de ce projet à sa prochaine réunion. Par contre, le Groupe a pu s'entendre sur le texte d'un projet de recommandation concernant la prorogation des délais impartis pour la présentation des renseignements, et ce projet a par la suite été adopté par le Comité à sa réunion ordinaire d'avril 2001 (G/ADP/7). Le Groupe a en outre décidé qu'il serait opportun d'envisager la possibilité d'ouvrir un débat sur de nouvelles questions, et les Membres ont été invités à présenter des suggestions par écrit à cet égard, pour distribution en vue d'un examen à la réunion d'octobre 2001. À sa réunion d'octobre 2001, le Groupe a examiné toutes les communications qui avaient été présentées sur les questions à l'étude. Bien que le Groupe n'ait pu s'entendre sur le texte d'un projet de recommandation sur les conditions de concurrence qui peuvent être pertinentes pour décider si une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée, un certain nombre de modifications ont été proposées et le Groupe est

² Ces six questions étaient les suivantes: questions pratiques posées par l'application de l'article 2.4.2 et expérience y relative; clôture d'enquêtes au titre de l'article 5.8 dans les cas de volume *de minimis* des importations; questions pratiques posées par les cas impliquant un cumul au titre de l'article 3.3 et expérience y relative; questions pratiques posées par les questionnaires et les demandes de renseignements au titre de l'article 6.1 et 6.1.1 et expérience y relative; questions pratiques posées par la possibilité ménagée, conformément à l'article 6.12, aux utilisateurs industriels et aux organisations de consommateurs de fournir des renseignements et expérience y relative; et questions pratiques posées par les réexamens pour "exportateurs ou producteurs nouveaux" effectués au titre de l'article 9.5 et expérience y relative. G/ADP/W/410.

convenu de poursuivre l'examen de ce projet à sa prochaine réunion. Par contre, le Groupe a pu s'entendre sur le texte d'un projet de recommandation concernant les renseignements à inclure dans les déterminations préliminaires positives. À sa réunion d'octobre 2001, le Comité a décidé de reporter l'examen de ce projet de recommandation jusqu'à ce qu'une décision soit prise au sujet du statut juridique des recommandations adoptées. Le Groupe a examiné les nouvelles questions qui avaient été proposées et s'est entendu sur leur libellé. Toutefois, une décision concernant les questions, le cas échéant, qui devraient lui être renvoyées pour examen a été remise à une réunion extraordinaire qui aura lieu en décembre 2001. La Présidente s'est félicitée de la participation toujours importante des Membres et, en particulier, de la présence et de la participation d'experts venus des capitales.

14. **Groupe informel de l'anticonournement:** Le Groupe informel de l'anticonournement s'est réuni deux fois pendant la période considérée, en avril et en octobre 2001. Il a poursuivi l'examen des premier et deuxième points du cadre convenu, à savoir "qu'est-ce que le contournement" et "que font les Membres face à ce qu'ils considèrent être un contournement". Les Membres ont procédé à cet examen sur la base des communications présentées et des déclarations faites au cours des réunions. À sa réunion d'avril 2001, le Groupe informel a étudié la possibilité d'ouvrir un débat sur le troisième point du cadre convenu, à savoir "dans quelle mesure le problème du contournement peut-il être traité dans le cadre des règles pertinentes de l'OMC? Jusqu'à quel point ne peut-il pas l'être? Quelles autres options pourraient être jugées nécessaires?", mais il n'est pas parvenu à un consensus en ce sens. À la réunion d'octobre 2001, la Présidente, constatant l'absence de nouveaux renseignements et le risque que les débats tournent en rond, a proposé que le Groupe envisage la possibilité d'ouvrir un débat sur le troisième point du cadre convenu. À cette occasion, le Groupe est parvenu à un consensus sur l'ouverture d'un débat sur le troisième point.

15. **Décision possible du Comité sur le statut des recommandations adoptées:** À sa réunion d'avril 2001, le Comité a étudié la possibilité d'adopter une décision concernant le statut juridique des recommandations adoptées. Le Président a fait distribuer, de sa propre initiative, un projet de décision, qui a été débattu par les Membres. Ceux-ci ne sont pas parvenus à un consensus et sont convenus de revenir à la question à une réunion ultérieure. À sa réunion d'octobre 2001, le Comité a examiné le projet de décision sur le statut des recommandations adoptées. Certaines délégations ont suggéré des modifications de forme spécifiques concernant le texte de la décision. Toutefois, il était clair à la fin des débats que les Membres ne seraient pas capables de parvenir à un consensus sur la décision à ce stade-ci et il a été décidé de poursuivre l'examen de la question à la réunion de printemps du Comité.

16. **Autres questions:** Pendant la période considérée, le Comité a pris note des déclarations relatives aux points ci-après inscrits à l'ordre du jour au titre des "Autres questions":

- Canada – Ouverture d'une enquête antidumping par les États-Unis sur le bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.
- Corée – Ouverture d'une enquête antidumping par le Japon sur les fibres discontinues de polyester en provenance de Corée.
- Turquie – Pratiques antidumping de l'Argentine visant les barres laminées à chaud en provenance de Turquie.
- Nouvelle-Zélande – Imposition de droits définitifs sur le lait par le Brésil.
- Indonésie – Pratiques antidumping visant les fibres discontinues de polyester en provenance d'Indonésie.
- Rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises.

ANNEXE A

**NOTIFICATION DES LÉGISLATIONS EN MATIÈRE
DE DROITS ANTIDUMPING**

Légende: * = Notification indiquant qu'il n'y a pas de législation antidumping.

MEMBRE	NOTIFICATION PRÉSENTÉE
Afrique du Sud	G/ADP/N/1/ZAF/1
Albanie	Aucune
Angola	Aucune
Antigua-et-Barbuda	G/ADP/N/1/ATG/1*
Argentine	G/ADP/N/1/ARG/1 + Suppl.1, 2 , 3 et Corr.1, + Suppl.4
Australie	G/ADP/N/1/AUS/2 + Suppl.1
Bahreïn	G/ADP/N/1/BHR/2*
Bangladesh	Aucune
Barbade	G/ADP/N/1/BRB/1
Belize	Aucune
Bénin	G/ADP/N/1/BEN/1*
Bolivie	G/ADP/N/1/BOL/1 + Suppl.1
Botswana	G/ADP/N/1/BWA/1*
Brésil	G/ADP/N/1/BRA/2 + Corr.1
Brunéi Darussalam	G/ADP/N/1/BRN/1*
Bulgarie	G/ADP/N/1/BGR/1
Burkina Faso	G/ADP/N/1/BFA/1*
Burundi	G/ADP/N/1/BUR/1*
Cameroun	G/ADP/N/1/CMR
Canada	G/ADP/N/1/CAN/3 + Add.1
Chili	G/ADP/N/1/CHL/2
Chypre	G/ADP/N/1/CYP/2
Colombie	G/ADP/N/1/COL/1
Communautés européennes	G/ADP/N/1/EEC/2 et Corr.1 + Suppl.1 et Corr.1 + Suppl.2
Congo	Aucune
Congo, Rép. dém. du	Aucune
Corée	G/ADP/N/1/KOR/5
Costa Rica	G/ADP/N/1/CRI/1 + Suppl.1
Côte d'Ivoire	G/ADP/N/1/CIV/1*
Croatie	G/ADP/N/1/HRV/1

MEMBRE	NOTIFICATION PRÉSENTÉE
Cuba	G/ADP/N/1/CUB/1 + Suppl.1
Djibouti	Aucune
Dominique	G/ADP/N/1/DMA/1
Égypte	G/ADP/N/1/EGY/2/Rev.1
El Salvador	G/ADP/N/1/SLV/1
Émirats arabes unis	G/ADP/N/1/ARE/1*
Équateur	G/ADP/N/1/ECU/2
Estonie	G/ADP/N/1/EST/1*
États-Unis	G/ADP/N/1/USA/1 et Corr.1 + Suppl.1, 2, 3, 4, et 5
Fidji	G/ADP/N/1/FJI/2
Gabon	Aucune
Gambie	Aucune
Géorgie	Aucune
Ghana	G/ADP/N/1/GHA/1*
Grenade	Aucune
Guatemala	G/ADP/N/1/GTM/2
Guinée, République de	G/ADP/N/1/GIN/1*
Guinée-Bissau	Aucune
Guyana	Aucune
Haïti	G/ADP/N/1/HTI/1*
Honduras	G/ADP/N/1/HND/2
Hong Kong, Chine	G/ADP/N/1/HKG/1*
Hongrie	G/ADP/N/1/HUN/1
Îles Salomon	Aucune
Inde	G/ADP/N/1/IND/2 et Corr.1 + Suppl.1, 2 et 3
Indonésie	G/ADP/N/1/IDN/2 + Suppl.1
Islande	G/ADP/N/1/ISL/1
Israël	G/ADP/N/1/ISR/2
Jamaïque	G/ADP/N/1/JAM/2
Japon	G/ADP/N/1/JPN/2 et Corr.1 et 2 + Suppl.1 et 2
Jordanie	G/ADP/N/1/JOR*
Kenya	G/ADP/N/1/KEN/1
Koweït	Aucune
Lesotho	Aucune
Lettonie	G/ADP/N/1/LVA /2 + Suppl.1

MEMBRE	NOTIFICATION PRÉSENTÉE
Liechtenstein	G/ADP/N/1/LIE/1*
Lituanie	Aucune
Macao, Chine	G/ADP/N/1/MAC/1*
Madagascar	G/ADP/N/1/MDG*
Malaisie	G/ADP/N/1/MYS/1 + Add.1
Malawi	G/ADP/N/1/MWI/1 et Corr.1
Maldives	G/ADP/N/1/MDV/2*
Mali	G/ADP/N/1/MLI*
Malte	G/ADP/N/1/MLT/1*
Maroc	G/ADP/N/1/MAR/2/Rev.1
Maurice	G/ADP/N/1/MUS/2
Mauritanie	Aucune
Mexique	G/ADP/N/1/MEX/1 et Corr.1 et 2 + Suppl.1
Mongolie	G/ADP/N/1/MNG/1 et Corr.1*
Mozambique	Aucune
Myanmar	Aucune
Namibie	G/ADP/N/1/NAM/1*
Nicaragua	G/ADP/N/1/NIC/2
Niger	Aucune
Nigéria	Aucune
Norvège	G/ADP/N/1/NOR/3
Nouvelle-Zélande	G/ADP/N/1/NZL/2
Oman	G/ADP/N/1/OMN/1*
Ouganda	G/ADP/N/UGA/2
Pakistan	G/ADP/N/1/PAK/1
Panama	G/ADP/N/1/PAN/1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	G/ADP/N/1/PNG/1*
Paraguay	G/ADP/N/1/PRY/2 et Corr.1
Pérou	G/ADP/N/1/PER/1 + Suppl.1 et Corr.1 + Suppl.2 et Corr.1 + Suppl.3
Philippines	G/ADP/N/1/PHL/2
Pologne	G/ADP/N/1/POL/2
Qatar	G/ADP/N/1/QAT/1*
République centrafricaine	Aucune
République dominicaine	G/ADP/N/1/DOM/2*
République kirghize	G/ADP/N/1/KGZ/1

MEMBRE	NOTIFICATION PRÉSENTÉE
République slovaque	G/ADP/N/1/SVK/2
République tchèque	G/ADP/N/1/CZE/2 + Corr.1
Roumanie	G/ADP/N/1/ROM/1
Rwanda	Aucune
Saint-Kitts-et-Nevis	Aucune
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Aucune
Sainte-Lucie	G/ADP/N/1/LCA/1
Sénégal	G/ADP/N/1/SEN/1
Sierra Leone	Aucune
Singapour	G/ADP/N/1/SGP/2 + Suppl.1
Slovénie	G/ADP/N/1/SVN/1
Sri Lanka	G/ADP/N/1/LKA/1*
Suisse	G/ADP/N/1/CHE/1*
Suriname	G/ADP/N/1/SUR/1*
Swaziland	G/ADP/N/1/SWZ/1*
Tanzanie	Aucune
Tchad	G/ADP/N/1/TCD/1*
Thaïlande	G/ADP/N/1/THA/4 et Corr.1
Togo	Aucune
Trinité-et-Tobago	G/ADP/N/1/TTO/1et Corr.1 + Suppl.1
Tunisie	G/ADP/N/1/TUN/1
Turquie	G/ADP/N/1/TUR/3
Uruguay	G/ADP/N/1/URY/1 + Suppl.1 et 2
Venezuela	G/ADP/N/1/VEN/1 + Suppl.1 et 2
Zambie	G/ADP/N/1/ZMB/1
Zimbabwe	G/ADP/N/1/ZWE/2

ANNEXE B

RAPPORTS SEMESTRIELS

Légende: X = Présentation d'un rapport semestriel sur les mesures prises.
 N = Présentation d'un rapport indiquant qu'aucune mesure n'a été prise.
 Aucun = Aucun rapport n'a été présenté.
 Sans objet = Le Membre n'était pas assujéti à l'obligation pour cette période.

MEMBRE	1 ^{er} juillet-31 décembre 2000	1 ^{er} janvier-30 juin 2001
Afrique du Sud	X	X
Albanie	Aucun	Aucun
Angola	Aucun	Aucun
Antigua-et-Barbuda	Aucun	N
Argentine	X	X
Australie	X	X
Bahreïn	N	Aucun
Bangladesh	Aucun	Aucun
Barbade	Aucun	Aucun
Belize	Aucun	Aucun
Bénin	Aucun	Aucun
Bolivie	N	N
Botswana	Aucun	Aucun
Brésil	X	X
Brunéi Darussalam	N	N
Bulgarie	N	N
Burkina Faso	Aucun	Aucun
Burundi	N	Aucun
Cameroun	Aucun	Aucun
Canada	X	X
Chili	X	X
Chypre	N	Aucun
Colombie	X	Aucun
Communautés européennes	X	X
Congo	Aucun	Aucun
Congo, Rép. dém. du	Aucun	Aucun
Corée, Rép. de	X	X
Costa Rica	X	X
Côte d'Ivoire	Aucun	Aucun

MEMBRE	1^{er} juillet-31 décembre 2000	1^{er} janvier-30 juin 2001
Croatie	N	Aucun
Cuba	N	N
Djibouti	Aucun	Aucun
Dominique	N	Aucun
Égypte	X	X
El Salvador	N	Aucun
Émirats arabes unis	Aucun	Aucun
Équateur	Aucun	Aucun
Estonie	N	N
États-Unis	X	X
Fidji	Aucun	Aucun
Gabon	N	Aucun
Gambie	Aucun	Aucun
Géorgie	Aucun	Aucun
Ghana	N	N
Grenade	Aucun	Aucun
Guatemala	N	N
Guinée	Aucun	Aucun
Guinée-Bissau	Aucun	Aucun
Guyana	Aucun	Aucun
Haïti	Aucun	Aucun
Honduras	N	N
Hong Kong, Chine	N	N
Hongrie	N	N
Îles Salomon	Aucun	Aucun
Inde	X	X
Indonésie	X	X
Islande	N	N
Israël	X	X
Jamaïque	N	Aucun
Japon	N	X
Jordanie	Aucun	Aucun
Kenya	Aucun	Aucun
Koweït	Aucun	Aucun
Lesotho	Aucun	Aucun

MEMBRE	1^{er} juillet-31 décembre 2000	1^{er} janvier-30 juin 2001
Lettonie	N	N
Liechtenstein	N	N
Lituanie	Aucun	Aucun
Macao, Chine	N	Aucun
Madagascar	Aucun	Aucun
Malaisie	N	N
Malawi	Aucun	Aucun
Maldives	Aucun	Aucun
Mali	Aucun	N
Malte	N	N
Maroc	Aucun	N
Maurice	N	Aucun
Mauritanie	Aucun	Aucun
Mexique	X	X
Moldova	not applicable	Aucun
Mongolie	N	Aucun
Mozambique	Aucun	Aucun
Myanmar	Aucun	Aucun
Namibie	N	N
Nicaragua	Aucun	Aucun
Niger	Aucun	Aucun
Nigéria	Aucun	Aucun
Norvège	N	N
Nouvelle-Zélande	X	X
Oman	N	Aucun
Ouganda	Aucun	Aucun
Pakistan	Aucun	N
Panama	N	Aucun
Papouasie-Nouvelle-Guinée	N	Aucun
Paraguay	Aucun	Aucun
Pérou	X	X
Philippines	X	X
Pologne	X	N
Qatar	Aucun	Aucun
République centrafricaine	Aucun	Aucun

MEMBRE	1^{er} juillet-31 décembre 2000	1^{er} janvier-30 juin 2001
République dominicaine	Aucun	Aucun
République kirghize	Aucun	Aucun
République slovaque	N	N
République tchèque	X	N
Roumanie	N	N
Rwanda	Aucun	Aucun
Saint-Kitts-et-Nevis	Aucun	Aucun
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Aucun	Aucun
Sainte-Lucie	Aucun	Aucun
Sénégal	Aucun	Aucun
Sierra Leone	Aucun	Aucun
Singapour	N	N
Slovénie	N	N
Sri Lanka	Aucun	Aucun
Suisse	N	N
Suriname	Aucun	Aucun
Swaziland	Aucun	Aucun
Tanzanie	Aucun	Aucun
Tchad	Aucun	Aucun
Thaïlande	N	X
Togo	Aucun	Aucun
Trinité-et-Tobago	X	X
Tunisie	N	N
Turquie	X	X
Uruguay	X	X
Venezuela	X	X
Zambie	Aucun	Aucun
Zimbabwe	N	Aucun

ANNEXE C

Tableau récapitulatif des décisions prises en matière de droits antidumping
(1^{er} juillet 2000–30 juin 2001)

Engagement de procédure				Mesures provisoires (ne sont comprises ni les déterminations préliminaires négatives ni les déterminations préliminaires positives pour lesquelles aucune mesure n'a été imposée)				Droits définitifs (non compris les déterminations négatives)				Engagements en matière de prix		Mesures en vigueur au 30 juin 2001 (droits définitifs et engagements en matière de prix)	
Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹		
20	AFRIQUE DU SUD			9				12				0			109
	BEL-1	PRC-1	DEU-3		AUS-1	PRC-1	IND-1		AUS-1	PRC-2	FRA-1				
	IND-4	IDN-2	KOR-1		IDN-1	KOR-1	MWI-1		DEU-1	IND-1	KOR-1				
	MYS-1	NLD-1	RUS-1		PAK-1	THA-1	USA-1		MWI-1	PAK-1	THA-2				
	ESP-1	THA-1	GBR-2						USA-1						
	USA-1														
44	ARGENTINE			8				13				1			45
	BRA-7	CHL-3	PRC-11		CHL-1	PRC-2	CZE-1		AUT-1	BRA-2	PRC-4		MEX-1		
	CHT-2	CZE-1	ITA-2		KOR-1	ZAF-1	ESP-1		CHT-1	KOR-1	POL-1				
	JPN-2	KAZ-1	KOR-2		TUR-1				RUS-1	ESP-1	SWE-1				
	ROM-2	RUS-1	SVK-1												
	ZAF-3	ESP-2	TUR-1												
	GBR-1	USA-2													
20	AUSTRALIE			6				3				4			56
	PRC-3	CHT-1	Deu-1		PRC-1	CHT-1	DEU-1		ITA-1	MYS-1	RUS-1		CHT-1	IDN-2	
	IDN-2	ITA-2	JPN-2		ITA-1	KOR-1	RUS-1						KOR-1		
	KOR-2	MYS-1	SGP-1												
	THA-3	GBR-1	USA-1												
10	BRÉSIL			0				11				3			52
	AUT-2	PRC-1	EEC-1						DNK-1	EEC-1	FRA-1		ARG-1	FRA-1	
	GRC-1	GBR-2	USA-3						DEU-1	KOR-1	MEX-1		USA-1		
									NZL-1	ESP-1	GBR-1				
									URY-1	VEN-1					

[illegible]

Engagement de procédure				Mesures provisoires (ne sont comprises ni les déterminations préliminaires négatives ni les déterminations préliminaires positives pour lesquelles aucune mesure n'a été imposée)				Droits définitifs (non compris les déterminations négatives)				Engagements en matière de prix		Mesures en vigueur au 30 juin 2001 (droits définitifs et engagements en matière de prix)	
Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹		
77	ÉTATS-UNIS			35				20				0			241
	ARG-2	AUT-1	BLR-1		ARG-2	BLR-1	PRC-6		BLR-1	PRC-3	IND-1				
	CAN-4	CHL-2	PRC-11		CHT-1	DEU-1	IND-2		IDN-1	ITA-1	JPN-2				
	CHT-4	FRA-2	DEU-3		IDN-2	ISR-1	ITA-1		KOR-3	LVA-1	MYS-1				
	IND-4	IDN-4	ISR-1		JPN-2	KAZ-1	KOR-2		MDA-1	PHL-1	ROM-1				
	ITA-2	JPN-3	KAZ-2		LVA-1	MZS-2	MDA-1		RUS-1	ESP-1	UKR-1				
	KOR-4	LVA-1	LUX-1		NLD-1	PHL-1	ROM-1								
	MYS-1	MEX-1	MDA-1		ZAF-1	ESP-1	THA-1								
	NLD-2	POL-1	ROM-2		UKR-3										
	RUS-3	ZAF-3	ESP-2												
	THA-1	UKR-3	GBR-3												
	VEN-2														
37	INDE			52				41				0			121
	BGD-1	PRC-13	CHT-5		PRC-15	CHT-4	EEC-7		PRC-6	CHT-2	EEC-7				
	EEC-4	HKG-1	IDN-1		FRA-1	HKG-1	IDN-2		FRA-2	HUN-1	IDN-3				
	IRN-1	JPN-1	KOR-2		IRN-3	JPN-3	KOR-2		IRN-2	JPN-3	KOR-3				
	MYS-2	POL-1	SGP-1		MYS-1	POL-1	RUS-3		POL-1	RUS-4	SAU-2				
	THA-2	UKR-1	ARE-1		SAU-2	SGP-1	THA-1		GBR-1	USA-4					
					UKR-2	ARE-1	USA-2								
1	INDONÉSIE			7				3				0			NR²
	IND-1				PRC-1	IND-1	JPN-1		BEL-1	FRA-1	DEU-1				
					KOR-2	SGP-1	THA-1								
2	ISRAËL			1				1				0			4
	BEL-1	DEU-1			TUR-1			TUR-1							
2	JAPON			0				0				0			NR²
	CHT-1	KOR-1													
0	MALAISIE			0				0				0			8
4	MEXIQUE			4				6				0			66
	PRC-1	KOR-1	USA-2		BRA-1	CHT-1	KOR-2		CHT-1	JPN-1	KOR-1				
									UKR-1	USA-2					

Engagement de procédure				Mesures provisoires (ne sont comprises ni les déterminations préliminaires négatives ni les déterminations préliminaires positives pour lesquelles aucune mesure n'a été imposée)				Droits définitifs (non compris les déterminations négatives)				Engagements en matière de prix			Mesures en vigueur au 30 juin 2001 (droits définitifs et engagements en matière de prix)	
Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹			Nombre	Pays visés ¹			
5	NOUVELLE-ZÉLANDE			2				3				0			11	
	ITA-1	KOR-2	GBR-2		KOR-2				KOR-2	THA-1						
0	PÉROU			1				5				1			15	
					CHL-1											
2	PHILIPPINES			2				5				0			NR ²	
	PRC-1	CHT-1			PRC-1	CHT-1			IDN-1	KOR-1	MYS-1					
									RUS-1	THA-1						
0	POLOGNE			0				5				1			NR ²	
									BLR-2	PRC-1	CHT-1		DEU-1			
									VNM-1							
0	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE			0				1				0			1	
									DEU-1							
0	SINGAPOUR			0				0				0			2	
1	THAÏLANDE			0				0				0			6	
	PRC-1															
1	TRINITÉ-ET-TOBAGO			1				2				0			5	
	THA-1				THA-1				PRC-1	IND-1						
2	TURQUIE			0				2				0			15	
	PRC-2															
3	URUGUAY			0				0				0			NR ²	
	ARG-1	AUS-1	MEX-1													
2	VENEZUELA			1				0				0			1	
	MEX-1	ROM-1			MEX-1											

¹ Le terme "pays" vise dans tous les cas les pays ou territoires douaniers. On trouvera à la suite du tableau la liste des abréviations qui y sont utilisées.

² Aucun tableau rendant compte des mesures en vigueur n'a été présenté.

LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS L'ANNEXE C

AFG	Afghanistan	FRA	France	NZL	Nouvelle-Zélande
ZAF	Afrique du Sud	GAB	Gabon	OMN	Oman
ALB	Albanie	GMB	Gambie	UGA	Ouganda
DZA	Algérie	GEO	Géorgie	UZB	Ouzbékistan
DEU	Allemagne	GHA	Ghana	PAK	Pakistan
ATG	Antigua-et-Barbuda	GRC	Grèce	PAN	Panama
SAU	Arabie saoudite	GRD	Grenade	PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
ARG	Argentine	GTM	Guatemala	PRY	Paraguay
ARM	Arménie	GNB	Guinée-Bissau	NLD	Pays-Bas
AUS	Australie	GIN	Guinée, Rép. de	PER	Pérou
AUT	Autriche	GUY	Guyana	PHL	Philippines
AZE	Azerbaïdjan	HTI	Haïti	POL	Pologne
BHS	Bahamas	HND	Honduras	PRI	Porto Rico
BHR	Bahreïn	HKG	Hong Kong, Chine	PRT	Portugal
BGD	Bangladesh	HUN	Hongrie	QUT	Qatar
BRB	Barbade	IND	Inde	CAF	République centrafricaine
BLR	Bélarus	IDN	Indonésie	DCR	République démocratique du Congo
BEL	Belgique	IRN	Iran	DOM	République dominicaine
BLZ	Belize	IRQ	Iraq	SVK	République slovaque
BEN	Bénin	IRL	Irlande	CZE	République tchèque
BMU	Bermudes	ISL	Islande	ROM	Roumanie
BOL	Bolivie	ISR	Israël	GBR	Royaume-Uni
BIH	Bosnie-Herzégovine	ITA	Italie	RWA	Rwanda
BWA	Botswana	JAM	Jamaïque	KNA	Saint-Kitts-et-Nevis
BRA	Brésil	JPN	Japon	VCT	Saint-Vincent-et-les Grenadines
BRN	Brunéi Darussalam	JOR	Jordanie	LCA	Sainte-Lucie
BGR	Bulgarie	KAZ	Kazakhstan	SEN	Sénégal
BFA	Burkina Faso	KEN	Kenya	SYC	Seychelles
BUR	Burundi	KGZ	Kirghizistan	SLE	Sierra Leone
CMR	Cameroun	KWT	Koweït	SGP	Singapour
CAN	Canada	LSO	Lesotho	SVN	Slovénie
CHL	Chili	LVA	Lettonie	SDN	Soudan
PRC	Chine, Rép. pop. de	LBN	Liban	LKA	Sri Lanka
CYP	Chypre	LBY	Libye	SWE	Suède
COL	Colombie	LIE	Liechtenstein	CHE	Suisse
EEC	Communauté européenne	LTU	Lituanie	SUR	Suriname
COG	Congo, Rép. du	LUX	Luxembourg	TJK	Tadjikistan
KOR	Corée	MAC	Macao	CHT	Taipei chinois
CRI	Costa Rica	MDG	Madagascar	TZA	Tanzanie
CIV	Côte d'Ivoire	MYS	Malaisie	TCD	Tchad
HRV	Croatie	MWI	Malawi	THA	Thaïlande
CUB	Cuba	MDV	Maldives	TGO	Togo
DNK	Danemark	MLI	Mali	TTO	Trinité-et-Tobago
DJI	Djibouti	MLT	Malte	TUN	Tunisie
DMA	Dominique	MAR	Maroc	TKM	Turkménistan
EGY	Égypte	MUS	Maurice	TUR	Turquie
SLV	El Salvador	MRT	Mauritanie	UKR	Ukraine
ARE	Émirats arabes unis	MEX	Mexique	URY	Uruguay
ECU	Équateur	MDA	Moldova, Rép. de	VUT	Vanuatu
ESP	Espagne	MNG	Mongolie	VEN	Venezuela
EST	Estonie	MOZ	Mozambique	VNM	Viet Nam
USA	États-Unis	NAM	Namibie	YUG	Yougoslavie
FYR	Ex-République yougoslave de Macédoine	NIC	Nicaragua	ZMB	Zambie
RUS	Fédération de Russie	NER	Niger	ZWE	Zimbabwe
FJI	Fidji	NGA	Nigéria		
FIN	Finlande	NOR	Norvège		